



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 19 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA SAS

ZI de la Pépinière
53400 Craon

Références : BC/PJ/2025 00695
Code AIOT : 0055300875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 mars 2025 de l'établissement de la SAS SARA, implanté ZI de la Pépinière 53400 CRAON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA SAS
- ZI de la Pépinière 53400 Craon
- Code AIOT : 0055300875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à exploiter un abattoir de volailles d'une capacité de 37 tonnes/jour en moyenne et un atelier de transformation de viande de volailles d'une capacité de 26 à 32 tonnes/jour.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective
5	Forage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Avec suites, Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
4	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
6	Rejet indirect	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 28	Avec suites, Demande d'action corrective
7	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de remise en conformité permettent de proposer la levée de l'arrêté du 24 juin 2024 relatif à la mise demeure pour l'exploitation et l'entretien de la zone

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
Constats : Un protocole a été mis en place pour le suivi et la maîtrise du remplissage de la benne de récupération des refus de tamisage. Un enregistrement de l'entretien et du nettoyage de la zone de prétraitement est réalisé et un bilan hebdomadaire a lieu entre le prestataire SECHE en charge du prétraitement et M .AUPIED Jean-Charles, responsable de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
Constats : Les points de non-conformité relevés par SOCOTEC lors de la vérification des installations électriques sont vus par le service maintenance, les priorités de remise en conformité ont été données sur les points relevés par la thermographie et les actions réalisées sont enregistrées sur le rapport SOCOTEC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées. AP du 09/01/2018 : ARTICLE 11 : EAUX PLUVIALES ET EAUX POLLUÉES. a) Descriptif : Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées doivent être de type séparatifs. Le réseau d'eaux pluviales collecte : les eaux de toitures ; les eaux ruisselant sur les voiries et les aires de stationnement. b) Dispositifs pour les eaux polluées : Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées. c) traitement des eaux de voirie et parking : L'exploitant devra installer des débourbeurs séparateurs à hydrocarbures pour les parkings. Leur rejet en sortie devra être inférieur à 10 mg/l d'hydrocarbures. Ces débourbeurs séparateurs seront vidangés et nettoyés chaque fois que nécessaire et au minimum 1 fois par an.
Constats : Le séparateur hydrocarbure a fait l'objet d'une nouvelle intervention préconisée par le prestataire LEVRARD. La rétention des eaux d'extinction a été évaluée dans le plan d'impact de l'entreprise, et localisée au niveau des postes de refoulement du prétraitement des eaux usées. Les eaux seraient retenues par la mise hors circuit de ces postes. La consigne de mise en œuvre de ces dispositifs devra être définie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Rétention des stockages de déchet et de sous-produit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2024
Prescription contrôlée : Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux. Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits,[...] les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir. [...] Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés. [...]
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La mise en œuvre d'un nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée préalablement à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.
Constats : Lors de l'inspection du 15 avril 2024, il avait été constaté que la tête de l'ancien forage (déclaré en 1998) n'était pas sécurisée. Un cadenas a été mis en place empêchant l'ouverture du couvercle, cependant il y a un trou, espace ovale d'une dizaine de centimètres de largeur, dans le tube en ciment extérieur de la tête de forage. Ce qui ne permet pas une sécurisation optimale. Par courrier du 6 avril 2023 relatif au dossier d'incidence pour le nouveau forage, il est indiqué que ce forage qui n'est plus utilisé sera conservé comme piézomètre pour avoir un point de mesure supplémentaire des hauteurs de la nappe sur la commune de Craon. Le nouveau forage est réalisé mais n'est pas encore exploité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Colmater le trou sur le tube extérieur de la tête du forage qui n'est plus utilisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Rejet indirect

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent :

- les modalités de raccordement ;
- les valeurs limites avant raccordement ;

Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

AP du 09/01/2018 :

ARTICLE 18 : DISPOSITIF DE PRÉTRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES.

L'installation possède un dispositif de prétraitement de ses eaux usées industrielles avant leur envoi dans le réseau d'assainissement communal et la station d'épuration communale.

Les eaux usées issues du fonctionnement subissent un prétraitement qui se compose de :

- un poste de relevage équipé de 2 pompes de 40 m³/h au total,
- un dégrilleur tamiseur au fil de l'eau perforé raclé de 1 mm,
- un flottateur à air dissous avec injection de polymères,
- un bac de récupération des matières solides,
- un débitmètre à ultra-son et un préleveur automatique.

Après prétraitement, les eaux sont dirigées vers la station communale de Craon.

Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

ARTICLE 19 : NORMES DE REJETS.

Les valeurs à respecter, pour les rejets en eaux industrielles, sont indiquées ci-dessous :

	Normes de rejet	Auto surveillance
Débit journalier	300 m3 / j	Permanent
Débit de pointe	37,5 m3/h	
Température	< 30 ° C	
PH compris entre	5,5 et 8,5	

	Concentration	Flux	Auto surveillance
MES mg/l	2 000 mg / l	600 kg / j	1 fois /mois
DCO mg/l	5 000 mg / l	1 500 kg / j	
DBO5 mg/l	2 000 mg / l	600 kg / j	
NTK mg/l	450 mg / l	135 kg / j	
Pt mg/l	40 mg / l	12 kg / j	
Graisses	1 100 mg / l	330 kg / j	

Constats : Il n'a pas été constaté de dépassement pour les valeurs de rejets depuis le mois de septembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.[...]</p> <p>Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.</p> <p>AP du 09/01/2018 :</p> <p>ARTICLE 27 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX.</p> <p>Les déchets, les sous-produits animaux y compris ceux récupérés en amont du dégrillage de l'installation, sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les aires de stockage ainsi que les cuves et bennes doivent être étanches et maintenues en parfait état.</p> <p>En aucun cas, ces sous-produits ne doivent rejoindre le réseau d'eaux usées.</p> <p>L'enlèvement du sang, des viscères et autres sous-produits est journalier. Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.</p> <p>Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>Les déchets issus du dégrilleur 6 mm, du tamisage du prétraitement, ainsi que les graisses piégées par le prétraitement des eaux résiduaires seront éliminés par équarrissage.</p> <p>Il en est de même des fientes récupérées sur les quais de déchargement des animaux.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite